

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA, trésorier, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-11-27

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Vaudreuil-Dorion**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Vaudreuil-Dorion** (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Vaudreuil-Dorion** au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Vaudreuil-Dorion** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 27 novembre 2020

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	68 757 263	65 882 486	66 892 045
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 155 315	1 073 927	1 052 682
Quotes-parts	3			
Transferts	4	4 546 065	3 567 896	5 105 997
Services rendus	5	5 140 028	5 094 115	5 406 890
Imposition de droits	6	4 352 572	5 465 461	5 530 116
Amendes et pénalités	7	421 000	561 674	441 862
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	705 000	960 007	814 795
Autres revenus	10	4 045 000	5 575 376	3 305 474
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	89 122 243	88 180 942	88 549 861
Charges				
Administration générale	14	9 395 180	9 050 353	8 004 553
Sécurité publique	15	10 438 209	12 841 708	9 328 964
Transport	16	15 672 602	15 651 456	15 790 241
Hygiène du milieu	17	17 114 083	19 160 906	16 035 765
Santé et bien-être	18	961 687	997 053	1 023 747
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 125 398	3 946 202	3 995 882
Loisirs et culture	20	19 549 493	18 876 756	17 487 745
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	5 207 690	5 531 783	5 596 510
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	82 464 342	86 056 217	77 263 407
Excédent (déficit) de l'exercice	25	6 657 901	2 124 725	11 286 454
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		208 153 489	196 867 035
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		208 153 489	196 867 035
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		210 278 214	208 153 489

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	19 204 380	21 918 365
Débiteurs (note 5)	2	30 962 488	30 448 938
Prêts (note 6)	3	535 773	551 473
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	109 700	602 100
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	50 812 341	53 520 876
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	5 473 304	17 664 755
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	18 168 603	12 671 048
Revenus reportés (note 12)	12	3 742 302	3 164 140
Dette à long terme (note 13)	13	198 496 586	192 254 606
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	225 880 795	225 754 549
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(175 068 454)	(172 233 673)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	383 705 236	378 002 342
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	11 206	10 879
Stocks de fournitures	19	578 839	510 118
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 051 387	1 863 823
	21	385 346 668	380 387 162
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	210 278 214	208 153 489

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 657 901	2 124 725	11 286 454
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	63 203 961 ) (	20 737 212 ) (	17 842 058)
Produit de cession	3		111 020	71 430
Amortissement	4	11 894 200	14 953 915	12 680 157
(Gain) perte sur cession	5		(30 617)	27 617
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(51 309 761)	(5 702 894)	(5 062 854)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(327)	
Variation des stocks de fournitures	9		(68 721)	27 057
Variation des autres actifs non financiers	10		812 436	(855 436)
	11		743 388	(828 379)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(44 651 860)	(2 834 781)	5 395 221
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(172 233 673)	(177 628 894)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(172 233 673)	(177 628 894)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(175 068 454)	(172 233 673)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 124 725	11 286 454
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	14 953 915	12 680 157
Autres			
- Perte (Gain) sur dispo. actifs	3	(30 617)	27 617
-	4		
	5	17 048 023	23 994 228
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(513 550)	2 738 917
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	5 497 555	(6 122)
Revenus reportés	9	578 162	288 364
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	492 400	1 522 000
Propriétés destinées à la revente	11	(327)	
Stocks de fournitures	12	(68 721)	27 057
Autres actifs non financiers	13	812 436	(855 436)
	14	23 845 978	27 709 008
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(20 737 212)	(17 842 058)
Produit de cession	16	111 020	71 430
	17	(20 626 192)	(17 770 628)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	15 700	15 400
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	15 700	15 400
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	18 012 259	10 355 359
Remboursement de la dette à long terme	24	(11 992 830)	(11 963 931)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(12 191 451)	(835 126)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	222 551	(5 731)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(5 949 471)	(2 449 429)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(2 713 985)	7 504 351
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	21 918 365	14 414 014
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	21 918 365	14 414 014
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	19 204 380	21 918 365

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

I. Statut de l'organisme municipal

La ville est un organisme municipal organisé et existant en vertu des lois de la province de Québec. Selon le décret 302-94, les Villes de Vaudreuil et de Dorion se sont regroupées afin de se constituer en la Ville de Vaudreuil-Dorion, le 16 mars 1994.

La Ville de Vaudreuil était constituée en vertu du Bill 148, chapitre 93, le 10 juillet 1963. La Ville de Dorion était constituée en vertu de la loi Georges V, chapitre 59, le 16 mars 1916.

La ville est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, organisme regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. Les dépenses de la M.R.C. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 28 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

De plus, la ville fait partie du réseau de transport métropolitain (EXO). EXO est un organisme public de transport en commun qui a commencé ses activités le 1er juin 2017. Il a pris, entre autres, la relève de l'Agence Métropolitaine de Transport (AMT) pour l'exploitation des trains de banlieue et des organismes de transport des couronnes nord et sud pour les activités de transport par autobus (C.I.T. La Presqu'île) et de transport adapté (Transport Soleil). La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

Enfin, la Ville fait partie de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). Celle-ci planifie, développe, soutient et fait la promotion du transport collectif sur l'ensemble du territoire de la grande région métropolitaine de Montréal. Elle assure, par des modes de transport collectif, la mobilité des personnes sur son territoire, incluant celles à mobilité réduite. Elle favorise l'intégration des services entre les différents modes de transport et augmente l'efficacité des corridors routiers. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle. La ville inclut dans son périmètre comptable le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes, la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion et Festivités de Vaudreuil-Dorion.

Les comptes de la ville, du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes, de Festivités de Vaudreuil-Dorion et de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers à 100 %. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

b) Partenariats

La ville ne participe à aucun partenariat. De plus, la ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Vaudreuil-Dorion, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les principales estimations comprennent les provisions pour créances douteuses, contestations d'évaluation et les réclamations en justice, la durée d'utilité des immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

a) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

b) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pour le stock de pièces et de fournitures du garage municipal et selon la méthode de l'épuisement successif pour les autres items d'inventaire (vrac, eaux, piscine,...). Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15, 30 et 40 ans
Améliorations locatives	5 et 10 ans
Véhicules	5, 7, 10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5, 6 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Machinerie, outillage et équipement 5, 9, 10, 15 et 20 ans

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
1. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	19 204 380	21 918 365
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	19 204 380	21 918 365
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	758 502	2 026 469
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	3 535 923	3 077 933
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		490
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	17 637 109	17 614 660
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	712 674	2 311 833
Organismes municipaux	15	4 312 983	3 645 378
<i>Autres</i>			
- Droits sur les mutations immob	16	2 235 987	2 037 806
- Org. ind., intérêts + CONSO 18	17	2 527 812	1 760 838
	18	30 962 488	30 448 938
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	14 093 184	14 062 487
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	14 093 184	14 062 487
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	195 769	159 901
Note			
5. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
<i>Autres</i>			
- SSMFLVD (Maison Félix-Leclerc)	26	316 316	316 316
- Prog. installations septiques	27	219 457	235 157
	28	535 773	551 473
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018	
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	<u>32</u>		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		
Note			
3. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	564 700	1 030 100
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	<u>(455 000)</u>	<u>(428 000)</u>
	37	<u>109 700</u>	<u>602 100</u>
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 774 400	1 834 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	38 000	39 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	148 419	114 950
Régimes de retraite des élus municipaux	42	76 311	69 667
	43	<u>2 037 130</u>	<u>2 057 617</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit et prêts à terme autorisés à 75 301 633 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel plus ou moins 0.50%, dont les échéances varient d'août 2020 à juillet 2021. Au 31 décembre 2019, les montants utilisés totalisent 5 473 304 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

De plus, la ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 4 000 000 \$ au taux préférentiel plus ou moins 0.50%. Au 31 décembre 2019, cette marge de crédit était inutilisée.

À ces emprunts s'ajoute l'emprunt bancaire du Centre Multidisciplinaire de la Cité des jeunes, d'un montant autorisé de 300 000 \$. Cette marge porte intérêt au taux préférentiel plus 0.25 % et est garantie par la ville. Au 31 décembre 2019, le solde non utilisé sur cette marge de crédit est de 300 000 \$.

1. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	7 274 652	5 460 134
Salaires et avantages sociaux	48	3 089 301	2 626 692
Dépôts et retenues de garantie	49	3 603 898	2 904 786
Provision pour contestations d'évaluation	50	2 390 455	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts dette à long terme	53	1 478 581	1 461 881
- Gouvernement du Canada	54	19 951	28 520
- Organismes municipaux	55	116 970	109 502
- Gouvernement du Québec	56	43 039	58 418
- Autres crédoiteurs	57	151 756	21 115
	58	18 168 603	12 671 048

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	2 877 263	2 470 515
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Loyers, TECQ	68	865 039	693 625
-	69		
-	70		
-	71		
	72	3 742 302	3 164 140

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

						2019	2018
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,70	3,95	2028	2057	73	198 472 000	192 374 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80	732 564	811 135
					81	199 204 564	193 185 135
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(707 978)	(930 529)
					83	198 496 586	192 254 606

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2020	84	92	12 841 000	100	109	73 571	117	12 914 571
2021	85	93	12 877 000	101	110	658 993	118	13 535 993
2022	86	94	12 416 000	102	111		119	12 416 000
2023	87	95	12 526 000	103	112		120	12 526 000
2024	88	96	12 634 000	104	113		121	12 634 000
2025 et +	89	97	135 178 000	105	114		122	135 178 000
	90	98	198 472 000	106	115	732 564	123	199 204 564
Intérêts et frais accessoires				107			124	
	91	99	198 472 000	108	116	732 564	125	199 204 564

Note

		2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(175 068 454)	(172 233 673)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	(175 068 454)	(172 233 673)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

5. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	97 161 363	158	882 024	185	212		98 043 387
Eaux usées	131	165 850 827	159	2 049 761	186	213		167 900 588
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	129 779 193	160	3 748 802	187	214		133 527 995
Autres	133	49 191 249	161	1 737 030	188	215		50 928 279
Réseau d'électricité	134		162		189	216		
Bâtiments	135	57 649 382	163	1 707 666	190	217		59 357 048
Améliorations locatives	136	542 866	164	47 716	191	218		590 582
Véhicules	137	9 227 342	165	240 033	192	219	407 466	9 059 909
Ameublement et équipement de bureau	138	2 714 607	166	151 388	193	220		2 865 995
Machinerie, outillage et équipement divers	139	6 155 965	167	238 957	194	221	46 266	6 348 656
Terrains	140	24 849 327	168	1 768 302	195	222	21 352	26 596 277
Autres	141		169		196	223		
	142	<u>543 122 121</u>	170	<u>12 571 679</u>	197	<u>475 084</u>	224	<u>555 218 716</u>
Immobilisations en cours	143	<u>15 884 334</u>	171	<u>8 165 533</u>	198		225	<u>24 049 867</u>
	144	<u>559 006 455</u>	172	<u>20 737 212</u>	199	<u>475 084</u>	226	<u>579 268 583</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	27 092 249	173	2 369 314	200	227		29 461 563
Eaux usées	146	45 922 472	174	4 035 790	201	228		49 958 262
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	62 408 970	175	3 932 424	202	229		66 341 394
Autres	148	24 969 169	176	1 984 639	203	230		26 953 808
Réseau d'électricité	149		177		204	231		
Bâtiments	150	9 796 189	178	1 453 150	205	232		11 249 339
Améliorations locatives	151	455 435	179	40 876	206	233		496 311
Véhicules	152	4 228 143	180	567 249	207	234	349 229	4 446 163
Ameublement et équipement de bureau	153	2 147 262	181	160 475	208	235		2 307 737
Machinerie, outillage et équipement divers	154	3 984 224	182	409 998	209	236	45 452	4 348 770
Autres	155		183		210	237		
	156	<u>181 004 113</u>	184	<u>14 953 915</u>	211	<u>394 681</u>	238	<u>195 563 347</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>378 002 342</u>					239	<u>383 705 236</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	11 206	10 879
	253	11 206	10 879
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	11 206	10 879

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Assurances, abonnements,...	256	632 518	602 243
- Contrib. employeur RCR en trop	257	355 158	1 209 732
- Autres organismes	258	63 711	51 848
Autres			
-	259		
-	260		
	261	1 051 387	1 863 823

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

	2020	2021	2022	2023	2024
Loyer Hôtel-de-ville	473 268	480 581	163 787	-	-
Déneigement	1 912 592	1 960 093	1 768 705	413 925	424 273
Services d'évaluation foncière	708 112	722 275	736 720	-	-
Entretien patinoires extérieures	162 518	166 581	170 746	-	-
Collecte et disposition ordures	2 479 405	2 533 826	2 589 275	2 104 944	-
Licence logiciel SOFE	16 000	16 480	16 975	17 484	-
Licence d'utilisation logiciels	138 970	141 749	144 584	147 476	-
Logiciel BiblioMondo	30 314	30 466	30 618	-	-
Abonnement Microsoft Office	30 522	30 522	-	-	-
Entretien ménager bâtiments mun.	127 963	130 522	133 133	-	-
Fourniture d'agents de sécurité	269 183	274 567	280 058	285 659	291 372
Entretien ascenseurs	18 666	19 039	19 420	19 809	-
Audit rapports financiers	24 825	24 825	24 825	24 825	-
Gestion des boues des eaux usées usine d'épuration	106 500	109 162	-	-	-
Analyses d'eau potable et d'eaux usées	37 500	-	-	-	-
Fourniture de pierre concassée	74 565	76 056	77 577	-	-
Fourniture d'électricien taux hor.	150 756	153 771	156 847	159 983	-
Entretien réseau d'éclairage	102 816	104 872	106 970	109 109	-
Coupe de gazon	226 095	230 617	235 230	-	-

Programme d'activités sportives école secondaire de la Cité-des-Jeunes

Afin de favoriser la plus large participation possible des jeunes adolescents à la pratique d'activités physiques, la ville s'est engagée à défrayer une partie des frais d'inscription des jeunes résidents au programme d'activités sportives de la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de cinq ans à compter de 2010. Cette entente a été reconduite aux mêmes conditions pour une période supplémentaire de quatre ans et renouvelé pour un autre 4 ans.

2020: 35 000 \$ 2021: 35 000 \$ 2022: 35 000 \$ 2023: 35 000 \$

Subventions

Un protocole d'entente sur l'utilisation d'un terrain de soccer synthétique a été signé avec la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de 10 ans se terminant en juin 2023. La ville s'est aussi engagée pour l'entretien dudit terrain pour la même période pour un montant ne dépassant pas 70 000 \$.

La ville s'est engagée à verser 25 000 \$ par année pour une période de trois ans à la Fondation de la Maison des soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges dans le cadre de sa campagne majeure de financement 2020-2023.

2020: 25 000 \$ 2021: 25 000 \$ 2022: 25 000 \$

19. Droits contractuels

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, la ville et le gouvernement du Québec ont signé des protocoles d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 17 581 060 \$ pour des travaux. La ville doit également investir 15 138 847 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023. À la date des états financiers, aucune somme n'a été comptabilisée à titre

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

de revenu.

Principaux contrats (avant taxes):

DESCRIPTION	TERME	DROIT ANNUEL
Location locaux	2018-01-01 au 2025-06-30	227 094 \$
Redevances	2020-06-01 au 2030-05-31	174 000 \$
Vente espaces publ.	2016-10-01 au 2021-12-31	10 000 \$
Location site téléc.	2017-06-01 au 2033-07-31	41 385 \$

Centre Multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes

Au 31 décembre 2019, le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes a signé des baux ayant des échéances jusqu'en 2022. Les revenus locatifs estimatifs pour les prochains exercices s'établissent comme suit:

2020	187 986 \$
2021	191 536 \$
2022	172 680 \$

20. Passifs éventuels

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
Centre multidisciplinaire CDJ	2 000 000	732 564	811 135
	262	2 000 000	732 564

En août 2011, la ville a cautionné une marge de crédit au montant de 300 000 \$ et par la suite, un emprunt à long terme, pour un montant n'excédant pas 2 000 000 \$, pour le compte du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Des contribuables et des tiers ont signifié des réclamations en dommages-intérêts et pour des expropriations pour un montant total d'environ 11 657 650 \$ incluant les demandes subsidiaires. La ville est d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, seule une provision de 122 469 \$ a été prise aux états financiers. De plus, une partie de ces réclamations a été transmise aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers. Par contre, des négociations ont été entreprises pour certains d'entre eux. Advenant un dénouement défavorable de l'une de ces causes, le montant à payer par la ville serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

d) Autres

S.O.

11. Actifs éventuels

S.O.

12. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

13. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans le budget des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques. La Fondation du maire de Vaudreuil-Dorion et les Festivités de Vaudreuil-Dorion sont exclues du budget consolidé puisque ces organismes n'ont pas adopté de budget pour l'exercice 2019. L'impact de cette exclusion est non significatif puisque la ville adopte dans son propre budget une charge relativement à ces organismes.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

14. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15 Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'écllosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale, qui continue de se propager au Canada et dans le monde.

En date du 27 novembre 2020, l'entité a adopté plusieurs mesures de prévention qui comprennent notamment le maintien des services essentiels et la restriction d'accès, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs installations culturelles et sportives et certains bâtiments municipaux et administratifs. Elle a notamment annulé ou reporté plusieurs activités et événements de sa programmation printanière, estivale et automnale.

La crise liée à cette pandémie aura possiblement des incidences financières qui pourraient affecter temporairement les résultats financiers des exercices futurs. Toutefois, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats futurs.

En conséquence, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'impact potentiel sur les activités de l'entité en date de ces états financiers.

16 États financiers

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent et du budget adopté par le conseil municipal ont été reclassées ou modifiées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	66 855 345	68 757 263	65 882 486			65 882 486
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 052 682	1 155 315	1 073 927			1 073 927
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 928 925	894 274	3 559 896		462 500	3 567 896
Services rendus	5	5 434 736	5 140 028	5 094 115			5 094 115
Imposition de droits	6	5 530 116	4 352 572	5 465 461			5 465 461
Amendes et pénalités	7	441 862	421 000	561 674			561 674
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	814 550	705 000	959 780		227	960 007
Autres revenus	10	121 626	45 000	43 249		3 007 053	379 527
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	82 179 842	81 470 452	82 640 588		3 469 780	82 985 093
Investissement							
Taxes	13	36 700					
Quotes-parts	14						
Transferts	15	3 161 872	3 651 791				
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	1 830 480	4 000 000	5 087 294			5 087 294
Autres	18	1 081 756		108 555			108 555
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	6 110 808	7 651 791	5 195 849			5 195 849
	21	88 290 650	89 122 243	87 836 437		3 469 780	88 180 942
Charges							
Administration générale	22	7 904 033	9 300 307	8 952 251	98 102		9 050 353
Sécurité publique	23	8 852 248	9 988 272	12 285 904	555 804		12 841 708
Transport	24	10 708 963	10 876 754	10 314 923	5 336 533		15 651 456
Hygiène du milieu	25	11 359 153	12 700 170	12 616 984	6 543 922		19 160 906
Santé et bien-être	26	971 327	961 687	944 434		52 619	997 053
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 988 133	4 118 084	3 894 182	52 020		3 946 202
Loisirs et culture	28	15 402 770	17 542 586	16 602 397	2 224 202	3 175 432	18 876 756
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	5 484 309	5 163 670	5 415 565		116 218	5 531 783
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	12 519 062	11 815 829	14 810 583	(14 810 583)		
	33	77 189 998	82 467 359	85 837 223		3 344 269	86 056 217
Excédent (déficit) de l'exercice	34	11 100 652	6 654 884	1 999 214		125 511	2 124 725

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 100 652	6 654 884	1 999 214	125 511	2 124 725
Moins: revenus d'investissement	2	(6 110 808)	(7 651 791)	(5 195 849)	()	(5 195 849)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 989 844	(996 907)	(3 196 635)	125 511	(3 071 124)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	12 519 062	11 815 829	14 810 583	143 332	14 953 915
Produit de cession	5	20 430		109 939	1 081	111 020
(Gain) perte sur cession	6	(16 457)		(30 350)	(267)	(30 617)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	12 523 035	11 815 829	14 890 172	144 146	15 034 318
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			163		163
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			163		163
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	15 400		15 700		15 700
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	15 400		15 700		15 700
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(10 894 854)	(10 880 945)	(10 733 471)	(78 571)	(10 812 042)
	18	(10 894 854)	(10 880 945)	(10 733 471)	(78 571)	(10 812 042)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(755 144)	(131 501)	(708 482)	(179 155)	(887 637)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	200 986		964 091		964 091
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 394 014	307 000	307 000		307 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(249 306)	(113 476)	(364 673)		(364 673)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(715)				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	1 589 835	62 023	197 936	(179 155)	18 781
	26	3 233 416	996 907	4 370 500	(113 580)	4 256 920
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	8 223 260		1 173 865	11 931	1 185 796

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Réalisations 2018</u>		<u>Réalisations 2019</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	6 110 808	5 195 849		5 195 849
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(1 350 565)	(626 381)	()	(626 381)
Sécurité publique	3	(1 545 387)	(211 162)	()	(211 162)
Transport	4	(5 861 978)	(6 651 843)	()	(6 651 843)
Hygiène du milieu	5	(2 868 143)	(6 139 889)	()	(6 139 889)
Santé et bien-être	6	(694 850)	((694 850))	()	((694 850))
Aménagement, urbanisme et développement	7	(204 798)	()	()	()
Loisirs et culture	8	(5 265 777)	(7 623 632)	(179 155)	(7 802 787)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(17 791 498)	(20 558 057)	(179 155)	(20 737 212)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	(490)	()	(490)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	8 404 972	16 800 774		16 800 774
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	755 144	708 482	179 155	887 637
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 433 377	(677 212)		(677 212)
Excédent de fonctionnement affecté	16	7 176 584	3 842 621		3 842 621
Réserves financières et fonds réservés	17	1 076 700	749 193		749 193
	18	10 441 805	4 623 084	179 155	4 802 239
	19	1 055 279	865 311		865 311
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	7 166 087	6 061 160		6 061 160

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019	2019	Total
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	21 265 532	18 543 086	661 294	19 204 380
Débiteurs (note 5)	2	30 734 455	31 223 344	123 720	30 962 488
Prêts (note 6)	3	1 027 473	1 011 773		535 773
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	602 100	109 700		109 700
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	53 629 560	50 887 903	785 014	50 812 341
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	17 664 755	5 473 304		5 473 304
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 504 952	17 938 353	614 826	18 168 603
Revenus reportés (note 12)	12	3 012 853	3 626 988	115 314	3 742 302
Dettes à long terme (note 13)	13	191 443 471	197 764 022	1 208 564	198 496 586
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	224 626 031	224 802 667	1 938 704	225 880 795
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(170 996 471)	(173 914 764)	(1 153 690)	(175 068 454)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	377 628 894	383 296 779	408 457	383 705 236
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	10 879	11 206		11 206
Stocks de fournitures	19	490 421	564 015	14 824	578 839
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 811 975	987 676	63 711	1 051 387
	21	379 942 169	384 859 676	486 992	385 346 668
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	8 100 883	2 655 269	(116 591)	2 538 678
Excédent de fonctionnement affecté	23	6 051 664	7 484 643		7 484 643
Réserves financières et fonds réservés	24	3 714 700	4 080 180		4 080 180
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(2 250 152)	(1 872 740)	(73 377)	(1 946 117)
Financement des investissements en cours	26	(9 277 282)	(3 216 122)		(3 216 122)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	202 605 885	201 813 682	(476 730)	201 336 952
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	208 945 698	210 944 912	(666 698)	210 278 214

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
Rémunération	1	18 111 382	18 310 669	19 550 563	17 317 392
Charges sociales	2	5 015 846	5 051 448	5 260 919	4 847 751
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5	54 279	52 887	52 887	49 721
Autres biens et services	6	33 644 175	34 560 586	33 021 263	28 575 014
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	4 704 691	5 006 887	5 050 605	5 101 775
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	363 979	387 389	387 389	332 850
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	95 000	21 289	93 789	161 885
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	6 870 590	6 164 678	6 164 678	6 571 194
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15	1 250 326	1 122 048	1 122 048	1 387 031
Autres	16	390 271	338 392	356 092	113 478
Amortissement des immobilisations	17	11 815 829	14 810 583	14 953 915	12 680 157
Autres					
- Indemnités, mauv. créances	18	134 333	9 780	38 582	123 523
- Remb. dépenses élec. allocat.	19	16 658	587	3 487	1 636
-	20				
	21	82 467 359	85 837 223	86 056 217	77 263 407

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	
<hr/>		
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	() (
	16		
	17		
<hr/>			
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dettes à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus	
Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4
Charges	
Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10
Excédent (déficit) de l'exercice	11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18
Passifs	
Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22
Solde du Fonds local de solidarité	
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

31

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 538 678	7 972 361
Excédent de fonctionnement affecté	2	7 484 643	6 051 664
Réserves financières et fonds réservés	3	4 080 180	3 714 700
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 946 117)	(2 323 529)
Financement des investissements en cours	5	(3 216 122)	(9 277 282)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	201 336 952	202 015 575
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	210 278 214	208 153 489
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 655 269	8 100 883
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(116 591)	(128 522)
	11	2 538 678	7 972 361
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Exercice financier suivant	12	1 075 000	307 000
- Rénov. bâtiments anciens	13	50 000	50 000
- Immeubles municipaux	14	6 249 943	5 092 564
- Avantages sociaux futurs	15	109 700	602 100
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	7 484 643	6 051 664
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	7 484 643	6 051 664
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	3 237 989	2 403 645
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	537 389	798 691
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Fonds de stationnement	45	23 065	11 562
- Charges reportées fin. LT	46	281 737	500 802
	47	4 080 180	3 714 700
	48	4 080 180	3 714 700

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres	58 () (
-	59 () (
-	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres	66 () (
-	67 () (
-	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (435 100)	(740 200)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
- Autres financements	72 (1 437 640)	(1 509 952)
- Organismes	73 (73 377)	(73 377)
	74 (1 946 117)	(2 323 529)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (1 946 117)	(2 323 529)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 6 079 063	3 107 735
Investissements à financer	83 (9 295 185 ) (	12 385 017)
	84 (3 216 122)	(9 277 282)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 383 705 236	378 002 342
Propriétés destinées à la revente	86 11 206	10 879
Prêts	87 535 773	551 473
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 384 252 215	378 564 694
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 384 252 215	378 564 694
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (198 496 586 ) (	192 254 606)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (707 978 ) (	930 529)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 14 093 184	14 062 487
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 2 196 117	2 573 529
	98 (182 915 263 ) (	176 549 119)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (182 915 263 ) (	176 549 119)
	101 201 336 952	202 015 575

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
	1	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Vaudreuil-Dorion parraine un régime de retraite à prestations déterminées. À l'exception du groupe des pompiers syndiqués et de quelques groupes particuliers d'employés, le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final pour le service avant le 1er janvier 2014 et sur le salaire carrière pour le service après le 31 décembre 2013. Le salaire final est calculé comme étant égal à la moyenne des six années les mieux rémunérées du participant. La rente carrière accumulée est indexée annuellement jusqu'à la cessation de participation. La dernière évaluation actuarielle a été produite au 31 décembre 2017.

Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.0 % du salaire. À compter du 1er janvier 2020, elles seront majorées afin de financer 50 % de la cotisation d'exercice requise. Depuis juillet 2017, une cotisation de stabilisation égale à 10% de la cotisation d'exercice totale est versée à parts égales par les participants et la ville (0.90 % du salaire par chacune des parties).

Depuis le 1er juillet 2014, la Ville parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées à l'égard des participants affectés par la rente maximale du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion, soit le régime surcomplémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion. Le régime de retraite est non contributif. Ce régime a fait l'objet d'une modification en février 2019 afin de répliquer les modifications convenues au régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 030 100	2 525 100
Charge de l'exercice	4 (1 774 400)	(1 834 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 309 000	339 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>564 700</u>	<u>1 030 100</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 39 530 000	36 595 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (39 708 000)	(36 742 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (178 000)	(147 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>742 700</u>	<u>1 177 800</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 564 700	1 030 100
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>564 700</u>	<u>1 030 100</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (178 000)	(147 700)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>178 000</u>)	(<u>147 700</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 488 400	2 353 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	89 700
	20 <u>2 488 400</u>	<u>2 443 600</u>
Cotisations salariales des employés	21 (1 087 000)	(1 005 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 401 400	1 438 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 342 700	406 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(89 700)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
- Autres ajustements	29 23 000	22 000
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>1 767 100</u>	<u>1 777 800</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 2 001 300	1 981 200
Rendement espéré des actifs	33 (1 994 000)	(1 925 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 7 300	56 200
Charge de l'exercice	35 <u>1 774 400</u>	<u>1 834 000</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 793 000	1 717 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 994 000)	(1 925 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (201 000)	(208 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 293 400	1 206 800
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 231 000	1 389 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 39 637 000	34 380 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 178 000	147 700
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 122 000	1 150 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,36 %	5,32 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,35 %	5,58 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1 54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre actuellement à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie des retraités et des personnes à charge pour les retraités actuels et futurs, ainsi que des prestations de soins de santé pour les retraités et les personnes à charge de deux retraités actuels (qui ont pris leur retraite avant le 1er juillet 1998). La ville paie 100 % des primes pour tous les retraités. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2016.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (428 000)	(401 000)
Charge de l'exercice	56 (38 000)	(39 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 11 000	12 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(455 000)</u>	<u>(428 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (<u>492 000</u>)	(<u>481 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (492 000)	(481 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 <u>37 000</u>	<u>53 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (455 000)	(428 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(455 000)</u>	<u>(428 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (<u>492 000</u>)	(<u>481 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (<u>492 000</u>)	(<u>481 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 18 000	18 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 <u>18 000</u>	<u>18 000</u>
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 18 000	18 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 7 000	8 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>25 000</u>	<u>26 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>13 000</u>	<u>13 000</u>
Rendement espéré des actifs	85 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>13 000</u>	<u>13 000</u>
Charge de l'exercice	87 <u>38 000</u>	<u>39 000</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 9 000	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,75 %	2,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 7,20 %	7,30 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,80 %	5,20 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 029	2 026
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis juillet 2016, la ville offre un régime de retraite simplifié (RRS) à ses pompiers. Celui-ci prend la forme d'un versement dans un RRS des employés participants au même taux que celui des participants pour un maximum de 8 % pour la part de la ville. Les employés peuvent verser une contribution volontaire supplémentaire s'ils le souhaitent.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	114
	148 419	114 950

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	8
	8	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par S24-5

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>19 109</u>	<u>17 034</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	64 397	57 483
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u>11 914</u>	<u>12 184</u>
	120	<u>76 311</u>	<u>69 667</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	53 437 720	51 046 525	51 605 183
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	3 954 448	3 776 820	3 947 191
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	57 392 168	54 823 345	55 552 374
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 269 335	5 280 900	5 239 908
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
- Installations U.V.	14	60 207	50 252	48 520
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	192 000	191 579	188 092
Service de la dette	18	5 843 553	5 536 410	5 826 451
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			36 700
	22	11 365 095	11 059 141	11 339 671
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	11 365 095	11 059 141	11 339 671
	27	68 757 263	65 882 486	66 892 045

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	152 039	131 773	143 661
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	1 436	1 616	805
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	153 475	133 389	144 466
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	95 904	88 359	85 938
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	842 989	775 289	754 585
	36	938 893	863 648	840 523
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	1 092 368	997 037	984 989
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	26 952	25 743	26 793
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	295	295	295
Taxes d'affaires	44			
	45	27 247	26 038	27 088
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	35 700	50 852	40 605
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	35 700	50 852	40 605
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	1 155 315	1 073 927	1 052 682

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	7 485	7 485	6 557
Sécurité publique				
Police	54	1 131 677	1 131 677	620 362
Sécurité incendie	55	2 863	2 863	
Sécurité civile	56	1 353 468	1 353 468	331 155
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	54 000	108 408	61 784
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	15 750	15 750	22 500
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	3 059	51 059	4 202
Réseau de distribution de l'eau potable	69	2 957	12 487	14 148
Traitement des eaux usées	70	98 352	186 260	142 371
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76	225 000	208 566	207 603
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			1 200
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	271 416	283 915	308 487
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	110 740	100 906	98 068
Autres	89	128 750	97 052	125 688
Réseau d'électricité	90			
	91	894 274	3 559 896	3 567 896
				1 944 125

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	2 500 000		1 950 387
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	250 000		
Traitement des eaux usées	109			1 211 485
Réseaux d'égout	110	250 000		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	651 791		
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	3 651 791		3 161 872

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139			
TOTAL DES TRANSFERTS	140	4 546 065	3 559 896	3 567 896
				5 105 997

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	318 400	388 026	388 026
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	318 400	388 026	388 026
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	200 200	163 396	195 589
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158	59 800	48 806	53 568
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	260 000	212 202	249 157
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177		417	1 258
Activités culturelles				
Bibliothèques	178	6 725	6 870	6 725
Autres	179			
	180	6 725	7 287	7 983
Réseau d'électricité	181			
	182	585 125	607 515	581 369

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefte et application de la loi	183			
Évaluation	184	20 000	31 450	31 450
Autre	185	141 294	370 340	372 153
	186	161 294	401 790	372 153
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188	29 800	764	764
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	29 800	764	53 457
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	52 494	14 975	14 975
Enlèvement de la neige	193	24 053	25 308	24 277
Autres	194	5 000	29 753	107 046
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200	81 547	70 036	151 323
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201	3 456	3 456	3 456
Réseau de distribution de l'eau potable	202	4 000	29 441	29 441
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206		8 799	8 799
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			
	211	7 456	41 696	41 696
22 948				
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	179 000	210 052	210 052
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219			
	220	179 000	210 052	210 052
180 624				
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	4 084 936	3 746 114	3 746 114
Activités culturelles				
Bibliothèques	222			
Autres	223	10 870	16 148	16 148
	224	4 095 806	3 762 262	3 762 262
4 045 016				
Réseau d'électricité	225			
	226	4 554 903	4 486 600	4 486 600
4 825 521				
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	5 140 028	5 094 115	5 094 115
5 406 890				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	301 500	437 169	375 065
Droits de mutation immobilière	229	4 050 000	5 024 809	5 150 997
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231	1 072	3 483	4 054
	232	4 352 572	5 465 461	5 530 116
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	421 000	561 674	441 862
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	705 000	959 780	814 795
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	5 000	30 350	(27 617)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239	4 000 000	5 087 294	1 830 480
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242		108 555	972 999
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	40 000	12 899	529 612
	245	4 045 000	5 239 098	3 305 474
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 247 559	1 031 381	1 556	1 032 937	1 032 937	890 104
Greffe et application de la loi	2	1 214 820	1 157 186	8 498	1 165 684	1 165 684	1 147 460
Gestion financière et administrative	3	2 544 968	2 625 321	49 112	2 674 433	2 674 433	2 372 813
Évaluation	4	986 272	894 406		894 406	894 406	324 041
Gestion du personnel	5	1 008 136	1 049 934	538	1 050 472	1 050 472	1 027 811
Autres							
- Informatique, communications	6	1 418 358	1 350 565	18 816	1 369 381	1 369 381	1 224 322
- Bâtiments, autres	7	880 194	843 458	19 582	863 040	863 040	1 018 002
	8	9 300 307	8 952 251	98 102	9 050 353	9 050 353	8 004 553
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 959 437	5 181 331	5 165	5 186 496	5 186 496	4 636 325
Sécurité incendie	10	4 799 583	4 923 659	546 929	5 470 588	5 470 588	4 453 749
Sécurité civile	11	59 864	2 021 513	3 710	2 025 223	2 025 223	74 726
Autres	12	169 388	159 401		159 401	159 401	164 164
	13	9 988 272	12 285 904	555 804	12 841 708	12 841 708	9 328 964
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 212 342	4 295 709	4 400 602	8 696 311	8 696 311	8 456 851
Enlèvement de la neige	15	3 375 476	3 256 644	17 227	3 273 871	3 273 871	2 957 155
Éclairage des rues	16	451 349	463 142	802 483	1 265 625	1 265 625	1 294 370
Circulation et stationnement	17	364 063	388 211	112 619	500 830	500 830	515 439
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 473 524	1 911 217	3 602	1 914 819	1 914 819	2 566 426
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	10 876 754	10 314 923	5 336 533	15 651 456	15 651 456	15 790 241

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 854 895	2 888 779	1 536 920	4 425 699	4 425 699	3 543 769
Réseau de distribution de l'eau potable	24	975 607	1 123 207	952 549	2 075 756	2 075 756	1 912 436
Traitement des eaux usées	25	2 674 887	2 155 255	550 103	2 705 358	2 705 358	3 199 853
Réseaux d'égout	26	649 533	1 345 981	3 498 829	4 844 810	4 844 810	3 186 811
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 210 383	1 380 857		1 380 857	1 380 857	873 751
Élimination	28	1 272 711	982 039		982 039	982 039	920 054
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 157 674	1 106 263		1 106 263	1 106 263	1 267 751
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	982 191	904 765		904 765	904 765	379 586
Traitement	32						
Matériaux secs	33	156 130	147 187	5 521	152 708	152 708	179 445
Autres	34						
Plan de gestion	35	95 507	95 508		95 508	95 508	99 585
Autres	36						
Cours d'eau	37	67 702	18 112		18 112	18 112	19 687
Protection de l'environnement	38	602 950	469 031		469 031	469 031	453 037
Autres	39						
	40	12 700 170	12 616 984	6 543 922	19 160 906	19 160 906	16 035 765
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	416 996	394 150		394 150	394 150	401 802
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	544 691	550 284		550 284	602 903	621 945
	44	961 687	944 434		944 434	997 053	1 023 747
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	3 439 933	3 230 058	52 020	3 282 078	3 282 078	3 344 715
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	678 151	664 124		664 124	664 124	651 167
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	4 118 084	3 894 182	52 020	3 946 202	3 946 202	3 995 882

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 751 160	4 898 772	785 437	5 684 209	5 384 177	5 208 916
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 963 564	1 657 377	359 293	2 016 670	2 016 670	2 161 325
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 009 693	985 892	53 607	1 039 499	1 039 499	724 863
Parcs et terrains de jeux	56	5 389 233	4 931 752	924 098	5 855 850	5 855 850	5 326 975
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59					350 189	274 965
	60	13 113 650	12 473 793	2 122 435	14 596 228	14 646 385	13 697 044
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 464 740	1 272 346	4 535	1 276 881	1 276 881	1 037 748
Bibliothèques	62	2 157 288	2 055 743	60 173	2 115 916	2 115 916	1 857 895
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	806 908	800 515	37 059	837 574	837 574	895 058
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	4 428 936	4 128 604	101 767	4 230 371	4 230 371	3 790 701
	67	17 542 586	16 602 397	2 224 202	18 826 599	18 876 756	17 487 745
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	4 849 605	5 094 530		5 094 530	5 138 248	5 107 773
Autres frais	70	219 065	299 746		299 746	299 746	326 852
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	85 000	20 300		20 300	20 300	69 200
Autres	72	10 000	989		989	73 489	92 685
	73	5 163 670	5 415 565		5 415 565	5 531 783	5 596 510
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	11 815 829	14 810 583	(14 810 583)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2019	2018
		2019		
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1	3 146 591	770 967
	Usines de traitement de l'eau potable	2	18 086	71 653
	Usines et bassins d'épuration	3	318 861	1 024 208
	Conduites d'égout	4	2 569 373	1 001 315
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 010 004	4 646 761
	Ponts, tunnels et viaducs	7		
	Systèmes d'éclairage des rues	8		107 302
	Aires de stationnement	9		308 121
	Parcs et terrains de jeux	10	480 279	171 257
	Autres infrastructures	11	3 470 398	1 818 530
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13	1 358 144	273 718
	Édifices communautaires et récréatifs	14	1 529 615	147 321
	Améliorations locatives	15	43 732	80 962
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	164 426	1 845 242
	Ameublement et équipement de bureau	18	86 401	62 985
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	278 562	259 439
	Terrains	20	1 083 585	5 252 277
	Autres	21		
		22	20 558 057	17 842 058

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23	2 329 975	507 574
	Usines de traitement de l'eau potable	24	18 086	71 653
	Usines et bassins d'épuration	25	318 861	1 024 208
	Conduites d'égout	26	540 556	246 113
	Autres infrastructures	27	7 634 727	5 938 405
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28	816 616	263 393
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31	2 028 817	755 202
	Autres infrastructures	32	2 325 954	1 113 566
	Autres immobilisations	33	4 544 465	7 921 944
		34	20 558 057	17 842 058

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	798 688	52 000	313 299
Fonds d'amortissement	4			537 389
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	117 907 964	4 326 433	6 777 501
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	60 415 996	12 422 341	3 721 242
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	179 122 648	16 800 774	10 812 042
				185 111 380
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	14 062 487	1 211 485	1 180 788
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	14 062 487	1 211 485	1 180 788
				14 093 184
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	14 062 487	1 211 485	1 180 788
				14 093 184
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15			
Autres	16			
	17			
	18	14 062 487	1 211 485	1 180 788
	19	193 185 135	18 012 259	11 992 830
				199 204 564
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	193 185 135	18 012 259	11 992 830
				199 204 564

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	198 472 000
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	9 295 185
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	537 389
--	---	---------

Débiteurs	9	14 093 184
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	426 399
--	----	---------

Autres	13	
--------	----	--

-	14	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	192 710 213
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	732 564
--	----	---------

Endettement net à long terme	17	193 442 777
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	1 357 854
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	303 491
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	4 334 440
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	199 438 562
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	199 438 562
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	500	501	501
Évaluation	2			
Autres	3	611 861	581 669	619 016
Sécurité publique				
Police	4	50 894	50 895	54 867
Sécurité incendie	5	45 717	45 717	46 548
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 470 523	1 895 652	2 556 830
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 460 440	1 452 252	1 203 702
Cours d'eau	13	59 827	18 104	19 687
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	416 996	394 150	401 802
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	614 255	614 076	585 273
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	667 391	658 840	642 168
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	19 959	19 959	19 653
Activités culturelles	23	452 227	432 863	421 147
Réseau d'électricité				
	24			
	25	6 870 590	6 164 678	6 571 194

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	20 558 057	17 791 498
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	20 558 057	17 791 498

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	55,52	37,50	116 303,00	5 632 232	1 568 134	7 200 366
Professionnels	2						
Cols blancs	3	106,19	35,00	199 624,00	5 575 652	1 552 380	7 128 032
Cols bleus	4	67,02	40,00	155 153,00	4 539 982	1 264 027	5 804 009
Policiers	5						
Pompiers	6	28,28	42,00	117 765,00	2 051 440	557 874	2 609 314
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	257,01		588 845,00	17 799 306	4 942 415	22 741 721
Élus	9	9,00			511 363	109 033	620 396
	10	266,01			18 310 669	5 051 448	23 362 117

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	51 059				51 059
Réseau de distribution de l'eau potable	13	12 487				12 487
Traitement des eaux usées	14	186 260				186 260
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	3 230 914		15 750	63 426	3 310 090
	17	3 480 720		15 750	63 426	3 559 896

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	334 445	524 142
	4	334 445	524 142
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	175 995	157 699
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	175 995	157 699
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 994 666	1 455 610
Enlèvement de la neige	11		1 187
Autres	12		211 637
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 994 666	1 668 434
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	614 640	619 017
Réseau de distribution de l'eau potable	17	586 862	582 168
Traitement des eaux usées	18	751 691	568 030
Réseaux d'égout	19	359 081	375 945
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	4 768	4 992
Autres	25		
	26	2 317 042	2 150 152
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	593 417	983 882
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	593 417	983 882
Réseau d'électricité			
	40		
	41	5 415 565	5 484 309

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Guy Pilon, maire	140 530	16 767
Céline Chartier, conseillère	29 000	14 500
Josée Clément, conseillère	29 000	14 500
Paul Dumoulin, conseiller	29 000	14 500
Diane Morin, conseillère	29 000	14 500
Paul M. Normand, conseiller	29 000	14 500
Gabriel Parent, conseiller	29 000	14 500
François Séguin, conseiller	29 000	14 500
Jasmine Sharma, conseillère	29 000	14 500

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	8 500 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	887 363 \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	376 678 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28	425 684 \$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34	\$
b) autres formes d'aide	35	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36	.....
Facteur comparatif de 2019	37	.....
Valeur uniformisée	38	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local (ERL)* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ
- | | | | |
|---|----|--|----|
| | 39 | | \$ |
| Total des frais encourus admissibles au volet ERL : | | | |
| a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) | | | |
| - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver | 40 | | \$ |
| - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver | 41 | | \$ |
| b) Dépenses d'investissement | 42 | | \$ |
| c) Total des frais encourus admissibles | 43 | | \$ |
| d) Description des dépenses d'investissement : | | | |
| | | | |
| e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications : | | | |

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|--|
| a) Numéro de la résolution | 44 | |
| b) Date d'adoption de la résolution | 45 | |

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

	OUI	NON
46	<input checked="" type="checkbox"/>	47 <input type="checkbox"/>

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 48 | 12-02-166 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 49 | 2012-02-20 |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52 _____	
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53 _____	
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54 _____	
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55 _____	
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56 _____	
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57 _____	
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58 _____	
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59 _____	
- une blessure grave	60 _____	
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61 _____	

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la **Ville de Vaudreuil-Dorion**

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la **Ville de Vaudreuil-Dorion** (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Goudreau Poirier inc.

Vaudreuil-Dorion, le 27 novembre 2020

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	65 882 486
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	2 390 455
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	13 394 152
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	191 579
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>54 687 210</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	6 199 948 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>6 253 365 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>6 226 656 800</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	55 258 299
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	3 818 911
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	59 077 210

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	5 302 976
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
- Installations UV	14	64 911
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	198 000
Service de la dette	18	5 683 699
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	11 249 586
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	11 249 586
	27	70 326 796

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	131 774
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 680
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	133 454
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	88 600
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	782 941
	9	871 541

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 004 995

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	26 258
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	295
Taxes d'affaires	17	
	18	26 553

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	49 914
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	49 914

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 081 462

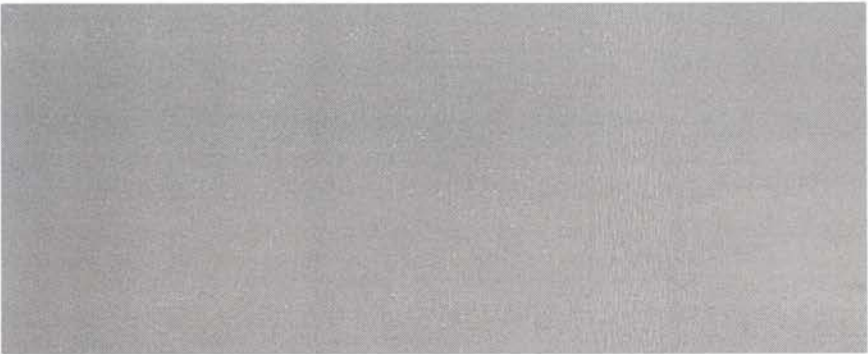
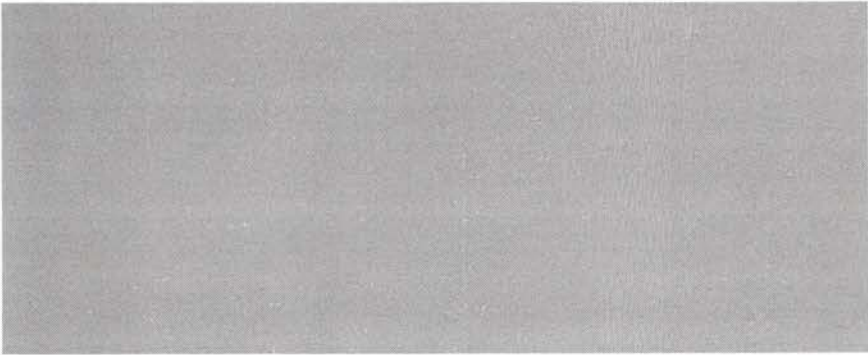
**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 4 268 168 329	X 5 0,6251	/100\$ 6 26 679 283				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 319 903 123	X 8 0,7213	/100\$ 9 2 307 550				
Immeubles non résidentiels	10 1 339 980 909	X 11 1,6238	/100\$ 12 21 758 610				
Immeubles industriels	13 154 984 585	X 14 1,6960	/100\$ 15 2 628 565				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 131 511 400	X 20 1,2502	/100\$ 21 1 644 247				
Immeubles agricoles	22 49 208 200	X 23 0,4878	/100\$ 24 240 044				
Total			25 55 258 299	26 ()	27 ()	28	29 55 258 299
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18				
Autres 19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47				
Autres 48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....) 63 (.....) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	[2 | 7 | 5] , [0 | 0] \$
Égout	2	[] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] [] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	70 326 796
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	15 041 802
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	198 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>55 086 994</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	<u>6 263 756 546</u>
----	----------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	[] [] [0] , [8] [7] [9] [5] /100 \$
----	---

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	21 758 610	2 628 565		1 644 247	2 307 550	240 044
De secteur	2	1 503 741	181 661		113 634	159 475	16 589
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	2 238 024	270 366		169 122	237 348	24 690
Autres	5	129 527	189 236			467 500	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	25 629 902	3 269 828		1 927 003	3 171 873	281 323

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	26 619 284	59 999		55 258 299
De secteur	10	1 839 664	4 147		3 818 911
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	2 737 978	6 171		5 683 699
Autres	13	4 581 624			5 367 887
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	35 778 550	70 317		70 128 796

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	192 639 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-09	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	87 767 689 \$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	11 440 900 \$
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	5 465 608 \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	1 075 000 \$

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	